

est donnée par le ministre des finances lui-même; et le ministre des finances a prouvé que M. Wiman n'a jamais perdu de vue les intérêts du Canada, son pays natal, et que bien qu'il réside dans un pays étranger, il appartient toujours de cœur au Canada. A la suite de bons offices de M. Wiman, il y eut une entrevue entre le ministre des finances et le secrétaire d'Etat des Etats-Unis. Cette entrevue fut suivie d'une correspondance, correspondance d'un caractère très frappant. On espérait qu'à la suite de cette correspondance, la question serait réglée d'une façon très honorable pour le Canada et très satisfaisante pour les deux nations. C'est-à-dire par l'extension des relations commerciales entre les deux pays. La correspondance échangée entre sir Charles Tupper et M. Bayard a souvent été citée, mais elle peut être encore une fois dans le débat actuel, en vue de l'attitude que l'opposition a prise et dans laquelle elle entend persévérer sur cette question. M. Bayard, écrivant à sir Charles Tupper, disait :

La première difficulté à régler est le traité de 1818, entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, qui a toujours été *question ouverte*, à partir du jour où il a été conclu, et qui aujourd'hui cause des embarras si considérables à la bonne entente des deux pays au sujet des relations commerciales importantes et des intérêts puissants créés depuis sa ratification, et est si peu propre à faire disparaître les dits embarras, comme l'ont démontré les événements des deux années qui viennent de s'écouler. Je suis sûr que nous cherchons tous deux à en arriver à un règlement équitable et durable—et il n'y a qu'un moyen d'obtenir ce résultat: c'est de traiter d'une manière loyale, libéralement et en homme d'Etat la question des relations commerciales entre les deux pays.

Sir Charles Tupper répondit dans le même esprit, en disant.

Je partage entièrement votre opinion quand vous dites que nous cherchons tous deux à en arriver à un règlement équitable et durable, et qu'il n'y a qu'un moyen d'obtenir ce résultat,—savoir, de traiter d'une manière loyale et en homme d'Etat la question des relations commerciales entre les deux pays.

Les plénipotentiaires se rencontrèrent et, sans doute, le plénipotentiaire canadien se rappelait de sa correspondance. Il fit une proposition se rattachant à cette question, et l'honorable ministre a déclaré à la Chambre que l'offre qu'il fit aux plénipotentiaires américains était une offre de réciprocité absolue. L'honorable monsieur s'est servi l'autre jour du langage suivant :

L'honorable député dit que l'offre est absolue, et c'était mon intention qu'elle le fût. J'ai voulu donner au gouvernement des Etats-Unis la plus entière occasion de préciser jusqu'ou il était prêt à aller en fait de réciprocité commerciale avec le Canada.

Je suis sûr que tout le monde a été enchanté d'apprendre que le ministre des finances, alors qu'il agissait en qualité de plénipotentiaire anglais, a offert de régler cette question dans le sens d'une réciprocité absolue; qu'il a voulu entrer en pourparlers avec les plénipotentiaires américains dans le but de rechercher jusqu'ou ils étaient disposés à aller dans la voie de la réciprocité. Il avait le droit de s'attendre, après la correspondance échangée avec M. Bayard, à une réponse de même nature. Les plénipotentiaires américains firent une réponse. Nous ne savons pas ce qu'elle a été, et je ne la discuterai pas; mais nous avons la déclaration du ministre, l'autre jour, que les plénipotentiaires américains abandonnèrent tout à fait la position prise par M. Bayard au cours de la correspondance. M. Bayard avait exprimé sa disposition et son désir de régler cette question sur une base large et de discuter l'ensemble des relations commerciales entre les deux pays. L'honorable ministre a déclaré que les Américains abandonnèrent absolument la position alors prise par M. Bayard. Ils n'abandonnèrent, cependant, que la position et non le principe.

Si j'ai bien compris le ministre, il a déclaré simplement que les plénipotentiaires américains considéraient—et c'est la conclusion que nous sommes portés à déduire du protocole déposé devant cette Chambre—que le moment n'était pas opportun ni l'occasion propice pour discuter cette question, qu'il fallait régler indépendamment le différend des

pêcheries, et que la question des relations commerciales devait être réglée comme question distincte, que l'occasion ne se présentait pas à la discussion de cette dernière question, laissant, par conséquent, la porte ouverte à des négociations ultérieures au sujet des relations commerciales entre les deux pays comme question indépendante. Eh bien, M. l'Orateur, c'est la proposition même faite par mon honorable ami le député d'Oxford-Sud (sir Richard Cartwright), ce qu'il désire que le gouvernement canadien fasse. Le langage de mon honorable ami est en substance celui-ci: Puisque vous n'avez pu régler la question de relations commerciales plus étendues entre les deux pays en la rattachant aux négociations relatives au différend des pêcheries, je vous demande d'envoyer un commissaire à Washington pour entamer des négociations sur cette question spéciale.

Et c'est là, M. l'Orateur, la politique que nous entendons suivre. Nous voulons ratifier le traité et lui donner notre appui, non parce que nous l'approuvons et le croyons bon, mais parce qu'il met fin à une question vexatoire entre les deux pays et qu'il fraie la voie à de nouvelles négociations en vue d'obtenir la réciprocité commerciale que nous désirons tous. Nous sommes aujourd'hui, il est vrai, à la veille d'une élection présidentielle, mais nous avons le fait que l'un des hommes d'Etat les plus influents du parti démocratique, un homme qui sans aucun doute ne parle pas seulement en son nom, mais au nom du président et d'une fraction considérable du parti, est déjà lié à cette proposition et lui a donné son adhésion. Je crois donc que l'occasion est des plus favorables pour faire ce que demandait la proposition faite l'autre jour par mon honorable ami; c'est-à-dire, que le gouvernement canadien devrait sans perdre de temps envoyer un commissaire à Washington pour s'aboucher avec M. Bayard au sujet des conditions formulées par lui dans ses lettres à sir Charles Tupper, discuter la question de relations commerciales plus étendues entre les deux pays et s'assurer jusqu'ou le gouvernement américain est disposé à aller dans cette voie. L'occasion est des plus propices, et j'attire sur ce point l'attention du gouvernement. Je sais que cette proposition ne sera pas acceptée. L'honorable ministre a dit que mon ami avait fait sa proposition en vue de l'élection présidentielle. C'est vrai, mais mon honorable ami savait que le gouvernement n'accepterait pas cette proposition.

Sir JOHN A. MACDONALD: Sans quoi il ne l'eût pas faite.

M. LAURIER: Il l'eût faite, de même qu'il le fera l'année prochaine et dans deux ans. C'est ce combat que nous commençons à livrer. L'honorable député savait très bien par son expérience du passé que sa proposition ne serait pas acceptée d'emblée. M. l'Orateur, il n'est pas dans la nature des choses, il n'est pas conforme à notre expérience qu'une réforme soit acceptée dès l'abord. Il faut livrer plus d'une bataille pour que les principes pour lesquels nous combattons triomphent. Cette fois-ci, nous avons fait cette proposition sachant bien que la défaite nous attendait, au moins en ce qui concerne cette Chambre, mais nous sommes décidés à lutter, même si nous devons être battus l'année prochaine, même si nous devons être battus d'année en année, jusqu'à ce que cette proposition triomphe, comme elle est sûre de triompher un jour. En résumé, voici quelle est la politique de l'opposition: Nous accepterons ce traité parce que c'est la meilleure chose que nous puissions obtenir dans les circonstances, parce qu'il met fin à un état de choses créé par la politique du gouvernement et parce qu'il fraie la voie à l'obtention des relations commerciales que tout le peuple canadien désire, bien que le parlement canadien les ait repoussées pour le moment.

Sir JOHN A. MACDONALD: L'honorable chef a nié que les Américains eussent formulé aucune revendication.